

**Point de presse de la porte-parole -
Libye/Attaque terroriste contre
l'Armée nationale libyenne à Joufra
- Libye - Irak - Syrie - Afghanistan -
Iran - Ukraine - Situation de M.
Loup Bureau
(Paris, 24 août 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Libye - Attaque terroriste contre l'Armée nationale libyenne à Joufra (23 août 2017)

La France condamne l'attentat terroriste perpétré par Daech le 23 août dans la région de Joufra contre des soldats de l'Armée nationale libyenne. Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et assurons le peuple libyen de notre solidarité dans cette épreuve.

L'éradication du terrorisme nécessite un effort résolu de toutes les parties libyennes, la réconciliation nationale, le renforcement de l'État et la construction d'une armée libyenne unifiée sous l'autorité civile, avec le soutien de la communauté internationale.

Ces objectifs ont été inscrits dans la déclaration commune de La Celle-Saint-Cloud du 25 juillet. Nous soutenons pleinement les efforts du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Libye, M. Ghassan Salamé, pour parvenir à une solution politique inclusive.

2 - Libye

Q - Pendant une visite à Tripoli hier, le MAE britannique a annoncé une aide de 9 millions de livres pour le gouvernement de Fayaz al-Seraj dont une partie pour sécuriser la frontière du sud. Est-ce que la France a l'intention de proposer une aide financière ou militaire pour le PM Sarraj ou son rival dans l'est Khalifa Haftar ?

Q - Un mois après l'accord de La Celle-Saint-Cloud, constatez-vous des signes tangibles de rapprochement entre les deux hommes forts libyens ?

R - La France est pleinement engagée dans la dynamique initiée lors de la rencontre de La Celle-Saint-Cloud le 25 juillet, qui a vu pour la première fois MM. Sarraj et Haftar souscrire ensemble à une feuille de route. Ce dialogue doit se poursuivre et s'élargir.

Nous soutenons à ce titre les efforts de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ghassam Salamé, pour avancer vers une solution politique inclusive sur la base de l'accord inter-libyen.

La sécurisation des frontières passe par la constitution d'une armée nationale unifiée et le rétablissement des institutions étatiques libyennes. Les forces françaises sont déployées au Sahel où elles contribuent à la sécurisation de l'environnement régional de la Libye. Nous entretenons sur ces sujets une concertation étroite avec l'ensemble des pays de la région.

3 - Irak

Q - Soutenez-vous le referendum sur l'indépendance des autorités kurdes au nord de l'Irak ?

R - La France est attachée à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Irak ainsi qu'au respect de la constitution irakienne, qui a accordé à la région du Kurdistan un statut d'autonomie et qui doit être pleinement mise en oeuvre.

4 - Syrie

Q - Le groupe de contact sera-t-il composé à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre, et sa composition a-t-elle été arrêtée ?

R - La France a proposé la création d'un groupe de contact restreint dans le but de relancer et de soutenir les efforts de M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

M. Jean-Yves Le Drian s'est entretenu avec lui le 23 août et reste en contact avec nos principaux partenaires sur ce dossier.

Q - Existe-t-il encore selon vous une opposition syrienne capable de négocier à Genève, après l'échec à Ryad des groupes syriens à s'accorder sur une stratégie face au régime ?

R - Le haut comité de négociations, qui représente l'opposition syrienne dans ces pourparlers, inclut la majorité des groupes d'opposition tant militaires que politiques. Il a un rôle légitime à jouer.

Nous soutenons en outre les efforts de M. Staffan de Mistura pour associer le plus grand nombre possible d'acteurs syriens aux discussions.

5 - Afghanistan

Q - Considérez-vous que le Pakistan sert de sanctuaire aux mouvements qui combattent les autorités légitimes en Afghanistan ?

R - La France est attachée à la stabilité de l'Afghanistan.

Celle-ci nécessite que l'ensemble des États de la région soutiennent le processus de réconciliation et luttent d'une manière déterminée contre les groupes terroristes.

Q - Est-ce que Paris étudie une aide militaire particulière pour épauler son allié américain en Afghanistan ?

R - La France, membre de l'OTAN, soutient pleinement les efforts déployés par l'opération «Resolute Support» qui agit aux côtés des autorités afghanes dans la lutte contre le terrorisme.

Nous sommes également engagés à titre bilatéral auprès de nos alliés afghans en matière de coopération de sécurité et de défense, notamment dans les domaines du conseil et de la formation, dans le cadre du traité d'amitié et de coopération signé en 2012.

6 - Iran

Q - Pensez-vous que l'AIEA devrait faire des inspections surprises aux sites militaires en Iran ?

R - La France salue le travail de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et son rôle essentiel dans la vérification de la tenue des engagements iraniens. Nous rappelons que l'Iran fait l'objet d'un régime de vérification très rigoureux. Nous sommes, avec les E3/UE, très vigilants quant à la mise en oeuvre de l'accord.

Au titre du Protocole additionnel et de l'accord dit «JCPOA» («Joint Comprehensive Plan of Action») entre les E3/EU+3 et l'Iran, dès lors que l'AIEA dispose d'une information qui fait naître une préoccupation légitime, elle a la possibilité de chercher à lever cette préoccupation en demandant un accès à tout site, y compris militaire, avec un délai très court, en général de 24h.

De manière générale, et au-delà du cas iranien, des inspections sans aucun préavis ne sont juridiquement possibles que dans des installations déclarées au titre de l'accord de garanties (paragraphe 84 de l'INFCIRC/153) et dans les modalités définies au préalable entre l'AIEA et les autorités de sécurité de gouvernement du pays concerné. Des visites totalement inopinées sont donc possibles en Iran et ont lieu régulièrement sur certains sites déclarés.

7 - Ukraine

Q - Comment évaluez-vous la décision sur le cessez-le-feu à l'est de l'Ukraine à l'occasion de la rentrée scolaire à partir du 1er septembre, décision sur le cessez-le-feu qui a été prise suite à la rencontre du Groupe de contact pour l'Ukraine le 23 août dernier ?

R - Nous vous renvoyons vers le communiqué diffusé le 22 août par la présidence de la République à l'issue de la conférence téléphonique des chefs d'État et de gouvernement du format «Normandie», qui ont collectivement appelé au soutien de ce cessez-le-feu.

Il est crucial que ce cessez-le-feu soit respecté de manière intégrale et durable par les parties.

Conformément à leurs engagements, l'Ukraine et la Russie doivent pleinement oeuvrer en ce sens afin d'enclencher une dynamique positive pour la poursuite des négociations et la mise en oeuvre des accords de Minsk. Nous y serons vigilants.

8 - Situation de M. Loup Bureau

Q - Quels sont les derniers développements concernant le statut de Loup Bureau ? Une prochaine visite consulaire est-elle fixée ?

R - Nous continuons de faire tout notre possible et poursuivons nos démarches auprès des autorités turques en faveur de notre compatriote. Sa famille est régulièrement informée de nos actions.

Une nouvelle demande de visite consulaire a été formulée auprès des autorités turques, pour laquelle notre ambassade à Ankara est actuellement en attente d'autorisation./.